

Services de santé mentale et de dépendances à
Terre-Neuve-et-Labrador
Les besoins des francophones et des Acadiens dans
cinq communautés de la province

Sommaire

Étude réalisée pour le Réseau Santé en français de Terre-Neuve-et-Labrador

Mars 2019



Cette étude est une initiative du Réseau santé en français de Terre-Neuve-et-Labrador de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Elle a été rendue possible grâce à l'appui financier de Santé Canada par le biais de la Société Santé en français. Les constatations, opinions et recommandations exprimées dans ce document sont celles des auteures et ne reflètent pas nécessairement les vues de ce gouvernement.

Nous remercions les personnes qui ont collaboré à cette étude, en particulier celles qui ont participé aux consultations communautaires, au sondage en ligne et aux entrevues.



Health Canada Santé Canada

L'étude a été réalisée par Sociopol. Les auteures sont les chercheuses Solange van Kemenade (Ph. D. en sociologie) et Mariève Forest (Ph. D. en sociologie).

L'analyse statistique des données du sondage ainsi que les graphiques qui l'accompagnent ont été réalisés par Bey Benhamadi (Ph. D. en démographie).

Note : Dans ce document, le genre masculin est utilisé comme générique, dans le seul but d'alléger le texte.

Sommaire

Cette étude, commandée par le Réseau santé en français de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, vise à préciser les besoins des francophones de la province en matière de services de santé mentale et de dépendances. L'étude menée entre octobre 2018 et février 2019 comprend : une revue de la littérature scientifique; cinq consultations publiques auprès des communautés francophone et acadienne; un sondage en ligne; un inventaire des services de santé mentale et de dépendances; et des entrevues avec des informateurs-clés.

Revue des écrits

La revue de la littérature a contribué à mieux connaître la situation des communautés francophone et acadienne en situation minoritaire (CFASM) en ce qui concerne la santé mentale et l'utilisation des services dans ce domaine. Des études populationnelles montrent que les CFASM présentent une prévalence plus élevée des troubles de santé mentale comparativement à la moyenne canadienne. Or, l'insuffisance des services de santé pour les CFASM est souvent évoquée dans les recherches examinées dans le cadre de cette étude.

Consultations et sondage

Les consultations menées à La Grand'Terre, à Cap Saint-Georges, à Saint-Jean, à Happy Valley-Goose Bay et à Labrador City ont éclairé sur les défis, les barrières et les priorités en matière de services de santé mentale et de dépendances. Le sondage a permis de confirmer les enjeux déjà exprimés lors des consultations publiques et il a surtout contribué à identifier très précisément les spécificités régionales.

Enjeux de santé mentale. Le manque d'emplois, la migration aux fins d'emploi de la population jeune ou adulte, l'éloignement, les conditions climatiques rigoureuses ainsi que les contraintes socioéconomiques des communautés de petite taille étaient les principaux défis signalés lors des consultations. Les participants ont souligné que ces facteurs peuvent avoir des retombées négatives sur la santé mentale. Une consommation excessive d'alcool chez les adultes et la consommation de drogues chez les jeunes ont été signalées comme des problématiques dans certaines communautés.

Quant au sondage, il précise que les toxicomanies et les dépendances ainsi que l'anxiété et la dépression sont les problèmes les plus importants perçus par les répondants de Saint-

Jean et de la côte Ouest¹ (La Grand'Terre, Cap Saint-Georges et Stephenville), alors que la tendance suicidaire ou le suicide constituent le principal problème par ordre d'importance dans le Nord du Labrador (Happy Valley-Goose Bay et Labrador City).

Recevoir des services de santé mentale en français. Un peu plus de la moitié des répondants au sondage ont connaissance de l'existence de services de santé mentale, mais la méconnaissance de ces services demeure élevée, notamment sur la côte Ouest. De manière générale, les répondants reconnaissent que l'information sur les services de santé mentale est disponible et que ces services sont à une distance raisonnable de leur résidence, mais cela n'est pas le cas pour les répondants au sondage de la côte Ouest. Les résidents du Nord du Labrador signalent une plus haute insatisfaction quant à la possibilité de recevoir des services en français et à la quantité des services disponibles.

Les participants aux consultations et au sondage témoignent d'une insatisfaction quant à la quantité de services de santé mentale offerts en français, mais aussi en anglais (sauf à Saint-Jean). Les personnes consultées rappellent que, dans les hôpitaux, les professionnels de la santé bilingues sont peu nombreux, comme les services d'interprétation et la documentation bilingue. Plusieurs des personnes consultées ont indiqué que l'offre de services en français est importante, tandis que d'autres ont indiqué être habituées à recevoir des services de santé en anglais. Les francophones de Labrador City et de Happy Valley-Goose Bay semblent plus nombreux à considérer que, lorsqu'il s'agit du bien-être mental, il est très important de pouvoir communiquer en français. Les familles des militaires québécois affectés à la base aérienne des Forces armées canadiennes de Happy Valley-Goose Bay ont signalé ne pas maîtriser la terminologie médicale utilisée pour les problèmes de santé mentale.

La réticence à aborder les questions de santé mentale, le manque de services en français dans les communautés ou la distance à parcourir dans certains cas ainsi que l'absence de confidentialité ont été soulevés comme étant les principales barrières entravant l'accès à des services de santé mentale en français.

Les femmes ont plus tendance à faire appel à des ressources informelles, comme se confier à un proche, et à chercher des ressources parallèles ou complémentaires (yoga, méditation, conseils sur les bonnes habitudes de vie, etc.). Ces ressources sembleraient plus disponibles à Saint-Jean comparativement aux deux autres régions. Les hommes sont proportionnellement plus nombreux à chercher l'information sur Internet ou auprès de collègues ou encore à utiliser une ligne téléphonique spécialisée en santé mentale.

¹ En raison de la petite taille des échantillons, les chercheurs ont analysé les données en les regroupant selon les trois régions mentionnées (côte Ouest, Nord du Labrador et St-Jean). Ces regroupements ne correspondent pas aux territoires des régies de santé de Terre-Neuve-et-Labrador.

Développer des services en français. Le sondage précise que la plupart des situations nécessitent des services en français, mais que l'anxiété, la dépression et les idées suicidaires constituent des situations où ces services deviennent plus importants. De plus, le groupe « jeunes de 12 à 25 ans » est identifié par les répondants au sondage comme étant la catégorie pour laquelle le développement potentiel de services de santé mentale en français s'avère prioritaire, bien qu'il paraisse important de mieux servir l'ensemble de la population. Les communautés consultées ont présenté des perspectives plus nuancées, identifiant les jeunes et les personnes âgées dans la péninsule de Port-au-Port, les adultes et les enfants à Happy Valley-Goose Bay, les adultes à Labrador City, et enfin les jeunes, les personnes âgées et les immigrants à Saint-Jean. Bien que les trois régions aient des besoins importants en matière de santé mentale et de dépendances, les résidents de la côte Ouest et du Nord du Labrador sont plus isolés et leurs besoins semblent plus importants comparativement à ceux des francophones de Saint-Jean.

Les ressources à distance comme la télémédecine, les applications d'auto-assistance et les lignes d'écoute téléphonique pour les personnes en situation de crise semblent répondre davantage aux besoins des jeunes, mais ne seraient pas les modèles de service les plus appropriés pour les personnes âgées, qui préfèrent les services dispensés en personne. Les participants ont souligné l'importance de mieux diffuser l'information sur les services disponibles en français, incluant les services d'interprétation.

Les francophones souhaiteraient avoir un accès élargi aux professionnels pouvant s'exprimer en français ainsi qu'à des services qui répondent à la diversité de la population et qui respectent la confidentialité de l'information. Quant à la priorité qui devrait être accordée aux types de services de santé mentale pour les francophones de T.-N.-L., les répondants ont signalé les services suivants comme étant « très prioritaires » : a) les services d'orientation et de conseils en santé mentale dispensés en personne par un professionnel; b) l'accès à des spécialistes (psychiatre); c) une ligne d'écoute téléphonique pour les personnes en situation de crise.

Du fait que les écoles et les organisations des francophones jouent un rôle important dans la promotion, la prévention et l'intervention précoce en matière de santé mentale et de dépendances, on reconnaît qu'ils pourraient jouer un rôle accru dans ce domaine. Les personnes consultées rappellent que les écoles constituent des espaces rassembleurs pour les familles francophones dans les communautés éloignées.

Inventaire des services de santé mentale et de dépendances

L'inventaire non exhaustif de services de T.-N.-L. a permis d'apprécier la panoplie de services offerts, 23 ressources et services ayant été recensés. Cet inventaire a permis d'élaborer une catégorisation de ces services : a) les guichets d'information, les répertoires, les navigateurs du système; b) les lignes d'écoute téléphonique et les lignes d'aide pour offrir du soutien et l'aiguillage vers les services appropriés; c) les ressources en

ligne; d) les établissements du secteur public pour le traitement et la réhabilitation en santé mentale; e) les ressources communautaires en santé mentale; f) les groupes d'entraide.

Entrevues avec des informateurs-clés

Les entrevues réalisées avec des informateurs-clés ont confirmé divers enjeux soulevés précédemment. Ces personnes ont en outre précisé l'importance des enjeux liés au recrutement de professionnels spécialisés en santé mentale et au temps d'attente. Elles reconnaissent les retombées positives potentielles liées aux mesures prises par le gouvernement provincial pour réduire le temps d'attente et notamment les interventions liées à la cybersanté² et les cliniques sans rendez-vous. Bien que les interviewés constatent la pénurie de services en français, certains soulignent que la demande est soit inexistante, soit très réduite. Ils précisent que les obstacles sont le manque de professionnels bilingues et de ressources financières.

À ce titre, la littérature rappelle que les francophones en situation minoritaire peuvent être plus enclins à demander les services sociaux et de santé dans la langue de la majorité. Les raisons pouvant expliquer ce type de comportement sont les suivantes : la crainte de devoir attendre plus longtemps pour les services; la présence d'une insécurité linguistique par rapport à leurs propres compétences en français; le manque passé et actuel de services en français et la conviction qu'il est impossible d'en recevoir; ainsi que l'intériorisation de l'identité minoritaire (Drolet et al., 2017). Ces travaux rappellent l'importance d'offrir activement les services en français lorsqu'ils sont disponibles.

Recommandations

Enfin, l'étude a permis de formuler quatre recommandations à l'intention des décideurs publics.

- A. Nous recommandons d'identifier et de diffuser systématiquement l'information sur la disponibilité des services et des ressources en français en matière de santé mentale et de dépendances par le biais de stratégies ciblées.
- B. Nous recommandons de mettre en place une stratégie de sensibilisation des fournisseurs de services de santé mentale sur l'importance d'offrir activement des services en français.
- C. Nous recommandons d'élargir l'offre de services de santé mentale en français.

² La cybersanté mentale s'appuie sur Internet et les technologies connexes, comme les applications pour téléphones intelligents, pour permettre aux patients de recevoir des soins lorsqu'ils en ont le plus besoin, peu importe la distance à laquelle se trouve leur fournisseur de soins (Commission de la santé mentale du Canada, 2017).

- D. Nous recommandons de renforcer les capacités des organisations et des écoles des communautés francophone et acadienne pour qu'elles puissent intervenir davantage en santé mentale au niveau de la promotion, de la prévention et de l'intervention précoce.